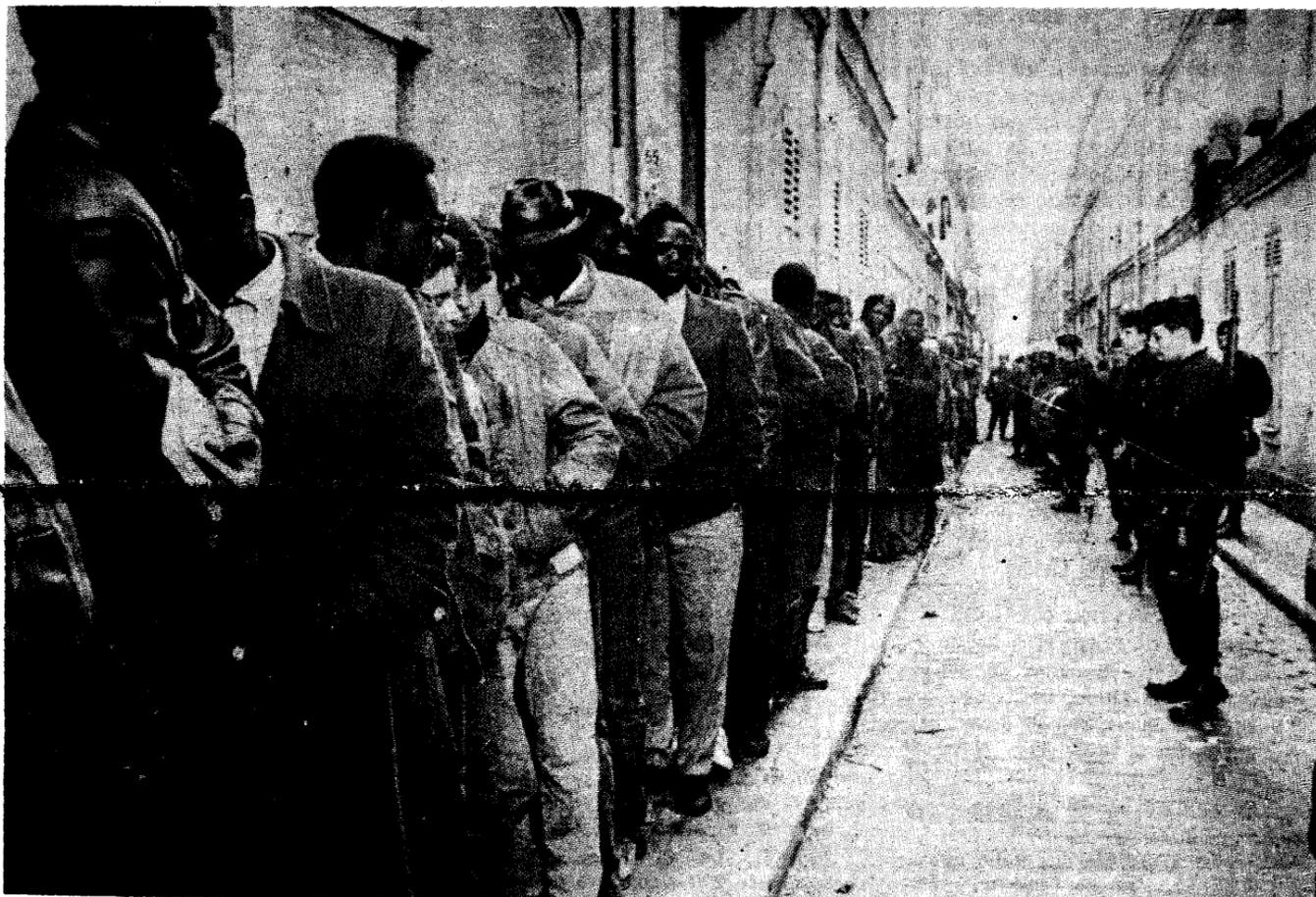


A bas les décrets de Georgina Dufoix ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Le racisme rose tue !

"Un gouvernement décrète l'expulsion quasi-immédiate de tout individu entré 'illégalement' dans le pays; ils seront inscrits au fichier informatique des personnes recherchées par la police. Il décide de construire treize camps de concentration baptisés pudiquement 'camps de rétention' pour parquer les étrangers non blancs en attente d'expulsion. Ce gouvernement interdit aussi la venue dans le pays des familles des immigrés: 'Big Brother' n'hésite pas ainsi à imiter l'esclavagisme d'antan. Depuis longtemps les municipalités pratiquent une politique raciste de quotas ethniques et maintenant l'Etat veut fichier les habitants des HLM par 'nationalité'. S'agit-il de l'apartheid de l'Afrique du Sud? Du Chili de Pinochet? Non. C'est la France, 'terre d'asile', en 1984! La gangrène du racisme, alimentée par la crise capitaliste, pourrit la société française" ("Halte à la terreur anti-immigrés", tract de la Ligue trotskyste distribué sur les campus de Paris et de Rouen, 20 octobre).

Ce gouvernement "de gauche" compte imposer ce que Giscard et Stoleru n'ont pas pu faire en 1977: l'arrêt du regroupement familial. Avec un cynisme hors pair, l'ignoble Dufoix prétend que le regroupement familial va continuer, dans un cadre plus "régulier". Elle ment! Les familles ne peuvent plus venir rejoindre leurs parents déjà installés en France pour un séjour indéterminé et voir ensuite leur situation régularisée. Il faut désormais passer obligatoirement par la voie de l'Office national de l'immigration (ONI) qui n'accorde presque jamais l'autorisation de séjour en France. Pour leur accorder le droit de rentrer en France, l'ONI exige des immigrés la sécurité de l'emploi, un logement adéquat, des "garanties suffisantes pour une bonne insertion de la famille dans l'environnement social". Quel immigré peut remplir pleinement ces conditions dans la France de 1984?

Si tout cela ne suffit pas, ce gouvernement raciste se réserve le droit de refuser la régularisation sur la base de "considérations tirées



Syama

Rafle raciste à l'îlot Châlon en février dernier.

d'ordre public"! Il s'agit bien de la fin du regroupement familial. Et que faire des milliers de femmes, possédant des autorisations provisoires de séjour, qui attendent leur régularisation? Interdites de travail, de formation, d'ANPE, elles purgent des années de réclusion à la maison. (Quelle aubaine pour l'intégrisme islamique, qui a si bien servi d'alibi au gouvernement pour sa campagne raciste!) Mitterrand et Dufoix oseront-ils expulser en masse ces femmes et arrêter leurs maris pour "hébergement de clandestin"?

Il aura fallu toute la perfidie de la social-démocratie pour oser prétendre que l'expulsion massive, la ségrégation systématique et l'assassinat des immigrés constituent leur "insertion", tel le "Big Brother" d'Orwell, dans 1984, qui transformait le noir en blanc au moyen de la "doublepensée".

Avant 1981, toute la gauche trouvait que la prison "clandestine" d'Arenç, à Marseille, était un exemple ignoble de l'arbitraire policier. Maintenant, Arenç est non seulement devenu un "centre de rétention" tout à fait légal, mais on en fait construire treize de plus! On parle même d'utiliser le contrôle des frontières; ce sera une véritable "école du crime" pour de jeunes Français, comme l'étaient les Aurès il y a trente ans. Comme disait le gaulliste François Mauriac à cette époque: "Qu'est-ce qu'un ministre socialiste? Aujourd'hui nous le savons: c'est un ministre qui exécute les sales besognes que le pays ne tolérerait pas d'un ministre de droite."

Un message est passé. Il n'est plus chuchoté honteusement mais clamé à haut voix tant par la gauche réformiste que par la réaction: "Il y a trop d'immigrés." Tous les immigrés, "clandestins" ou non sont visés par ces décrets scélérats! Les ghettos, le célibat forcé, la terreur

raciste -- autant de bâtons qui donnent du poids à la bien maigre carotte qu'est "l'aide au retour".

Mais attention, le front populaire qui gère le capitalisme français en crise cherche à infliger une défaite massive aux travailleurs et s'acharne donc contre les travailleurs immigrés, les plus combattifs. Dans une France où les emplois se rétrécissent comme une peau de chagrin, des couches successives de la classe ouvrière sont condamnées au rebut. Après les immigrés, ce sont les "préretirés" prématurément condamnés à végéter, les jeunes parqués à l'armée ou dans les "travaux utiles" bidons (comme dans le Chili de Pinochet). Il faut battre en brèche cette "tactique du salami" par une riposte massive -- la grève générale -- contre l'austérité capitaliste de Mitterrand!

Il est donc impératif que le mouvement ouvrier prenne la défense de ses frères de classe immigrés. Il faut rejeter ces décrets scélérats et lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés et leurs familles -- "légaux" ou autres. Il n'est pas possible de transiger là-dessus: tous ceux qui se trouvent sur le sol français, en train de verser leur sueur et leur sang pour remplir les comptes en banque de la bourgeoisie, ont le droit de vivre dans une relative tranquillité, sans la hantise

Suite page 7



Dans le cortège de la LTF à la manifestation antifasciste du 19 juin à Paris.

La LCR, LO et le KAL 007

Dans le dernier numéro du *Bolchévik*, en introduction à l'article "Mission d'espionnage du KAL 007: la piste mène à la Maison Blanche", nous demandions aux organisations soi-disant d'extrême gauche de s'expliquer sur les calomnies antisoviétiques qu'elles avaient proférées à l'époque. En fait, *Lutte ouvrière* et *Rouge* étaient déjà revenus sur l'affaire à l'occasion de la publication dans la presse internationale de "nouvelles" données.

Ainsi LO, dans son numéro du 8 septembre, en profite pour réaffirmer sa position d'alors. Et de nous expliquer que des "enquêteurs privés" ont relevé des "anomalies" dans la version officielle, tendant à confirmer ce que la presse spartaciste -- et aussi l'agence Tass -- avait dit dès le début, à savoir que la mission du vol 007 était bel et bien de tester les défenses soviétiques

dans une région extrêmement sensible du point de vue militaire. Ils reconnaissent même "que la chasse soviétique pouvait avoir confondu le boeing coréen avec un de leurs avions espions [américains], le RC 135". Mais LO en tire la conclusion suivante: "Sans retirer quoi que ce soit à l'horreur du geste soviétique, cela met en tout cas en lumière les responsabilités tout aussi graves des Etats-Unis dans la mort de 269 personnes victimes de la guerre que se mènent les deux grands." Comprenez que si, bien évidemment, les impérialistes américains ont quelques responsabilités dans l'affaire, les criminels ne sont pas ceux qui ont poussé délibérément les passagers à la mort comme les nazis poussaient devant eux femmes et enfants. Non, les criminels ce sont les "brutes galonnées" russes.

Quant à *Rouge*, qui vient, semble-t-il, de découvrir qu'il y avait une

guerre froide, lui aussi fait mention de la "responsabilité directe des services secrets américains" et affirme que c'est la destruction du boeing qui "avait déclenché, à l'Ouest, une campagne hystérique, sur 'l'empire du mal'". Mais la LCR "oublie" un peu trop facilement qu'elle était complètement partie prenante de cette campagne; un certain Christian Picquet ne parlait-il pas "d'acte aux conséquences aussi terribles et révoltantes" et "que rien ne peut justifier" ou encore "d'un coup de poignard dans le dos" (*Rouge* n° 1078, 9-15 septembre 1983). Non seulement la LCR maintient sa méthode favorite qui voudrait que ce soient les bureaucrates qui provoquent les attaques impérialistes, mais de plus elle réaffirme sa position de fond par une petite phrase sibylline: "Le caractère de la riposte de la bureaucratie ne saurait faire oublier

[la responsabilité des USA]." Encore une fois, ce sont les Soviétiques les criminels!

Mais pourquoi? Pourquoi ces pseudo-marxistes ont refusé et refusent toujours, malgré les "nouveaux" éléments, de voir l'évidence? D'abord, il faut dire que ces "nouvelles" données n'ajoutent fondamentalement rien sur ce que nous savions déjà à l'époque. La raison, c'est que la période que nous vivons est dominée par des préparatifs de guerre fébriles contre l'Union soviétique et ses alliés. Cet effort de guerre est soutenu par une formidable campagne de propagande et de provocations antisoviétiques. Le vent de la guerre froide est très puissant et, sans un bon ancrage programmatique trotskyste quant à la nécessité de défendre l'URSS, ces organisations filent avec le courant.

Bien sûr, les justifications et les prémisses peuvent être différentes, mais les appétits sont les mêmes: ne pas s'aliéner (donc capituler) l'opinion publique (bourgeoise). LO s'accroche à son bon sens populaire, à sa politique du café du commerce, et renvoie dos à dos les "deux grands" qui s'affrontent sur le dos des "petits". En dehors du fait que la France, cet impérialisme de deuxième zone, pourrait bien être comptée dans les "petits", cette vision ô-combien-simple-et-facile-à-comprendre passe volontairement sous silence le caractère de classe des forces en présence. Des Etats ouvriers dégénérés ou déformés d'un côté et de l'autre des impérialismes (grands et petits) déterminés à s'engager dans l'holocauste nucléaire pour récupérer les marchés qui leur ont échappé en Octobre 1917 et après la Deuxième Guerre mondiale.

Quant à la LCR, si sa position semble plus sophistiquée (en fait schizophrénique), elle n'en est pas moins aussi dangereuse. D'un côté (et ce, certainement pour des raisons internes), la LCR reconnaît le "droit" à l'URSS et autres Etats où la bourgeoisie a été expropriée de se défendre; mais d'un autre côté, elle appelle au désarmement "partiel" et "unilatéral" de ces mêmes Etats. En tant que trotskystes, qui voulons nous débarrasser des bureaucrates parasites à la Tchernenko et Castro par la révolution politique, nous sommes parfaitement conscients que les ouvriers de Moscou ou de Prague ont des griefs justifiés contre les usurpateurs de Lénine; mais imaginez un instant leur réaction s'ils apprenaient que le Kremlin décide de les laisser désarmés face aux ICBM américains et aux fusées du Plateau d'Albion, etc.

Le peuple soviétique a déjà perdu vingt millions des siens dans le dernier conflit mondial parce que l'impérialisme allemand, avec l'assentiment complice des autres, voulait refouler le bolchévisme, mais aussi, en partie, parce qu'un certain Joseph Staline avait "désarmé" en liquidant les généraux de l'Armée rouge, en passant un accord d'abord avec la France et finalement avec le Troisième Reich. Désarmer, même partiellement, serait bien pire dans ses conséquences. Défense de l'URSS!

Préparer une grève générale contre l'austérité de Mitterrand

Nous reproduisons ci-dessous un tract distribué par des militants de la Ligue trotskyste, syndiqués CGT dans les PTT, à l'occasion de la grève de la fonction publique du 25 octobre.

Le 25 octobre peut ouvrir la voie à une mobilisation qui fasse reculer le gouvernement si on ne la limite pas à une seule grève de 24 heures. Or, c'est le sens que lui donnent déjà nos directions syndicales. Comme le déclarait un militant de la LTF syndiqué CGT à une heure d'information syndicale CGT des PTT, une grève de 24 heures comme le 25 peut bien être le point de départ d'une mobilisation plus vaste et plus durable qui fasse céder le gouvernement sur le pouvoir d'achat, les salaires et l'emploi, si elle fait la démonstration du pouvoir social des travailleurs en paralysant la fonction publique.

Les mots d'ordre d'une telle grève doivent être: Pas de courrier! Pas de téléphone! Pas de télégramme! Pas de transport! Pas de cours!

Alors on verra si la Bourse et les ministères peuvent continuer à travailler comme si de rien n'était. Nous serons respectés quand ils verront notre force.

Ni la seule indignation, ni la seule colère des travailleurs ne peuvent suffire à faire rendre gorge à un gouvernement retranché dans son bunker pour défendre les profits capitalistes: il faut des grèves avec des piquets de grève organisés par nos syndicats.

Une façon de gagner la sympathie de la population à de telles grèves, c'est que les syndicats revendiquent que les services publics comme la poste non commerciale et la RATP soient gratuits.

Mais nos directions syndicales tournent le dos à une véritable mobilisation. Sur un panneau syndical CGT aux Chèques postaux, on peut lire: "Il faut gagner ses collègues à la grève pour qu'il n'y ait pas un seul service où la grève ne soit pas majoritaire." Cela veut dire en clair qu'on accepte que ce jour-là les jaunes puissent travailler et continuent de faire fonctionner les services. La grève n'est pas un vote, la grève n'est pas une manifestation de mécontentement (même les jaunes et les cadres sont "mécontents"), la grève c'est l'arrêt de la production par l'organisation par les syndicats de piquets de grève non filtrants. La victoire est à cette condition.

En fait, les directions syndicales attendent le 25 -- qui sera assurément une forte protestation -- que se produise un miracle qui les dispensera de lutter et de prendre leur responsabilité. Infiniment plus lucides, les travailleurs dans les assemblées de personnel posent souvent la question à ces dirigeants: "Et après le 25, quoi?" Question à laquelle ces derniers ne savent que répondre, sinon qu'il faut attendre pour voir si le 25 fera fléchir Monsieur "Je-né-céderai-rien" Le Garrec. Comme si la réponse n'était déjà pas évidente!

En pleine offensive d'austérité de ce gouvernement qui s'en prend

à tous les secteurs de la classe ouvrière (automobile, sidérurgie, fonction publique...), l'état-major officiel de nos syndicats n'a pas la moindre idée de ce qu'il faut faire dans le prolongement du 25 octobre. On ne peut en effet appeler une "idée" de nouvelles grèves tournantes et catégorielles ou de 24 heures routinières qui ont démontré leur inefficacité en pleine crise profonde du capitalisme français.

Il faut éviter que le 25 soit un enterrement en lui fixant dès aujourd'hui un objectif:

PREPARATION D'UNE GREVE GENERALE CONTRE L'AUSTERITE DE MITTERRAND!

Une vraie grève générale qui arrête les usines, les ports, les aéroports, les postes et les télécommunications, les transports, partout en France! Une grève qui doit être protégée contre les briseurs de grève et les flics de Mitterrand par des détachements ouvriers d'autodéfense. Bien sûr, une telle grève posera la question du pouvoir et c'est ce qui terrorise nos dirigeants qui veulent bien "mettre le paquet", pourvu que cela n'aille pas jusqu'au renversement du capitalisme. Pour cela, il faut une direction qui ne déserte pas, comme on l'a vu l'an dernier au moment de la lutte d'octobre-novembre sur les samedis et les "repos compensateurs" où l'on se trouvait dans la situation où "Montreuil ne répond plus" parce que de tels mouvements peuvent déboucher sur des situations de l'ampleur de celle de 74 et qui signifient clairement un affrontement avec le pouvoir de Mitterrand.

IL FAUT UN GOUVERNEMENT OUVRIER!

Avec près de trois millions de chômeurs en France, la réduction drastique du pouvoir d'achat, la campagne de terreur raciste qui accompagne les licenciements dans l'automobile et les préparatifs de guerre nucléaire contre l'Union soviétique qui reste, en dépit de sa dégénérescence bureaucratique, le dépositaire des acquis de la révolution d'Octobre, la bourgeoisie française et son front populaire au pouvoir posent, comme partout dans le monde, de façon tranchée devant les travailleurs l'alternative suivante: détruire le capitalisme ou être détruit par lui [...].

Militants de la LTF, syndiqués CGT, des PTT.

Paris, le 24 octobre 1984

LE BOLCHEVIK

LE JOURNAL QUI NE VOUS A JAMAIS DIT DE VOTER MITTERRAND

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe: 40 F (avion: 60 F) Etranger: mandat poste international

NOM _____ TEL _____

ADRESSE _____

Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris Cedex 10

50

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Josiane Alder, William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

REALISATION: Hamid Sami
DIFFUSION: Jean Thimbault
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:

• Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10
Téléphone: 208-01-49
• Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cedex
Téléphone: (35) 71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

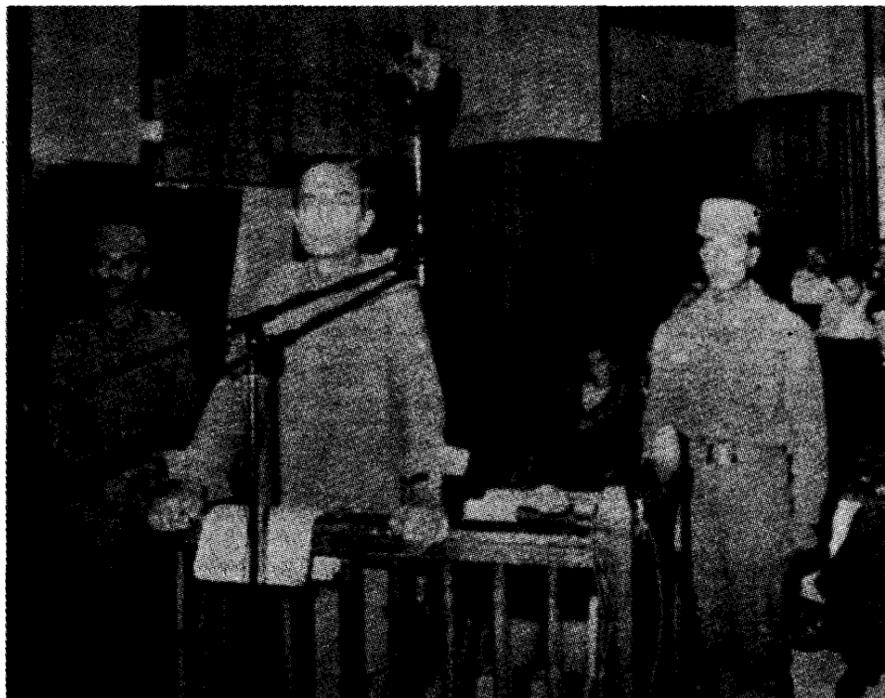
Affaire Abouchar: Flagrant délit de désinformation antisoviétique

Dans la nuit du 17 au 18 septembre, une colonne de moudjahids afghans venant du Pakistan tombe dans une embuscade tendue par l'armée soviétique à quelques kilomètres de la frontière. Parmi eux se trouvent des journalistes occidentaux et deux membres d'une organisation "humanitaire" française, la "Guilde du raid", qui transportaient "100.000 F d'aide d'urgence à la population afghane" (le Monde, 22 septembre) -- autrement dit des fonds destinés aux bandes armées antigouvernementales. Les valeureux "combattants de la liberté" se replient précipitamment sur leurs bases pakistanaïses, laissant sur le terrain Jacques Abouchar, journaliste d'Antenne 2, qui est capturé, indemne, et conduit à Kaboul. Un nouveau "martyr de la liberté" est né.

Un mois et demi plus tard, Abouchar lui-même, condamné à dix-huit ans de prison par un tribunal de Kaboul puis gracié par le gouvernement afghan, décrivait ainsi la campagne menée pour sa libération: "La profession a d'abord réagi très fort, les journalistes ont donné l'impulsion puis les politiques ont pris le relais. Un fond anticommuniste aidant, la mayonnaise a pris" (Libération, 29 octobre). Ladite "mayonnaise" ressemblait plutôt à un de ces vieux scénarios hollywoodiens cousus de fil blanc, avec Ronald Reagan dans le rôle principal. Chacun y a tenu son rôle: Le Pen a vociféré contre le "communisme international"; l'UDF, le RPR et le PS ont exigé sur tous les tons la libération du journaliste, chacun ayant bien soin de ne pas paraître moins antisoviétique que les autres; le gouvernement français a fait de cette affaire la priorité numéro 1 de son activité diplomatique, secondé avec empressement par le PCF qui a saisi cette occasion pour tenter de montrer que ce qui reste de ses "relations privilégiées" avec la bureaucratie soviétique fait de lui un auxiliaire utile de la diplomatie impérialiste française (mais le crime ne paie pas: quand, pour appuyer les pressions de la diplomatie mitterrandesque, le PCF, après la condamnation d'Abouchar, a décidé de "suspendre immédiatement toute relation" avec le PC afghan, la presse bourgeoise lui a administré la bastonnade aux cris de "c'est avec Moscou qu'il faut rompre!"); les renégats de l'"intelligentsia antitotalitaire", les Montand, Costa-Gavras et autres Glucksman en tête, ont appelé à une manifestation. Et comme toujours, au bout de la chaîne syphilitique, la pseudo-"extrême gauche": pour Lutte ouvrière, "la condamnation [d'Abouchar] est aussi odieuse que démesurée" (Lutte ouvrière n° 856, 27 octobre); la LCR parle d'une "décision scélérate, [d'un] acte inqualifiable qui bafouent le droit le plus élémentaire à l'information", tout en expliquant avec candeur "qu'on ne compte pas sur nous pour faire chorus ni entrer dans la moindre logique d'union sacrée" (sic) ("Liberté pour Abouchar", Rouge n° 1132, 26 octobre).

COUPABLE, VOTRE HONNEUR

La condamnation prononcée par le "tribunal révolutionnaire spécial" de Kaboul était-elle donc une décision scélérate et odieuse, une parodie de justice? Écoutons Abouchar décrire les quatre chefs d'inculpation retenus par ses juges: "Le premier chef était d'avoir pénétré illégalement en territoire afghan, ce que je n'ai jamais contesté. Le deuxième d'avoir pénétré, circonstance aggravante, avec un



Abouchar à son procès. Sur Antenne 2 il reconnaîtra trois des quatre chefs d'inculpation.

groupe armé dont les intentions ne faisaient aucun doute [...]. Ensuite le troisième chef d'inculpation c'était le fait que j'ai possédé une lettre que je croyais être une lettre d'introduction, je l'ai déjà dit précédemment, et qui était en fait une véritable bombe puisqu'elle appelait les militants moudjahids de Kandahar à organiser une opération militaire de caractère historique. [L'intervieweur: Là vous vous êtes fait un petit peu avoir] Complètement, complètement, ça m'a valu au moins cinq ans de plus, rien que cette lettre. Et puis le quatrième chef d'inculpation c'était que j'étais responsable d'avoir fait blesser trois soldats afghans, ce qui m'a beaucoup étonné parce qu'il n'y avait que des soldats soviétiques" ("n°17593", émission spéciale d'Antenne 2, 31 octobre).

Comme l'expliquait plus tard Abouchar, "il y avait une bonne matière première" (Ibid.). A vrai dire, il y avait là de quoi le faire condamner sévèrement par n'importe quel gouvernement de n'importe quel des quelque 150 Etats existant sur cette planète! Les staliniens afghans n'avaient vraiment pas besoin de l'accuser, comme ils l'ont fait, de transporter des "poisons violents" parce qu'il avait sur lui du mercurochrome! C'est bien pourquoi ceux qui dénoncent l'iniquité de ce procès ne se placent pas sur le terrain dangereusement miné du droit, mais avancent une argumentation politique qui repose sur la défense de la "liberté de l'information".

BIG BROTHER DENONCE LA "PROPAGANDE ROUGE"

La population du bloc soviétique est "informée" par une machine de propagande qui ment de manière cynique, grossière et routinière, tout à fait digne de la bureaucratie qu'elle sert, une caste parasitaire frileusement cramponnée à ses privilèges politiques et qui ne cherche pas à mobiliser les travailleurs en défense des acquis prolétariens. (Qu'on pense à la fantastique arme d'agitation anti-impérialiste qu'ils auraient pu forger avec l'affaire Abouchar!) Dans les pays capitalistes avancés, la presse bourgeoise est un forum où la classe bourgeoise règle ses conflits internes et débat

de la meilleure manière de défendre ses intérêts. Aussi est-on en droit d'en attendre un minimum d'honnêteté professionnelle, même si le biais introduit par les intérêts de classe qu'elle défend peut être considérable et amener au mensonge pur et simple en cas de grève, d'agitation sociale ou de guerre. Ainsi, la censure militaire a été appliquée récemment en France (Tchad), en Grande-Bretagne (Falklands/Malvinas) et aux Etats-Unis (Grenade). Le "bourrage de crânes" de la censure française pendant la Première Guerre mondiale est resté tristement célèbre, et le "Ministère de la Vérité" du 1984 de George Orwell doit beaucoup à l'expérience de l'auteur avec la censure de guerre de Sa Gracieuse Majesté.

Or, l'Afghanistan est un point chaud de la guerre froide, et les informations diffusées par les médias occidentaux sur la guerre entre les armées soviétique et afghane et les moudjahids réactionnaires ne sont rien d'autre qu'une propagande de temps de guerre, alors que les préparatifs de guerre des impérialistes contre l'URSS vont bon train. La plupart des "informations" publiées par la presse française viennent soit de "sources diplomatiques" à Kaboul, soit des groupes rebelles au Pakistan, soit d'équipes aimablement proménées (souvent moyennant finances) par des groupes de guérilla qui leur montrent ce qu'ils doivent voir. Pas facile de ne pas faire de la propagande, dans ces conditions, sans compter qu'à l'autre bout de la chaîne les patrons de presse "responsables" ne tiennent pas à calomnier la "lutte héroïque des combattants afghans de la liberté".

QU'EST-CE QUE LA "RESISTANCE AFGHANE"?

Les Soviétiques et le gouvernement afghan présentent les rebelles comme des mercenaires et des bandits à la solde de la CIA. La presse française marque sa désapprobation en publiant les communiqués de Tass avec force guillemets. Mais personne ne se hasarde jamais à nier que la CIA fournit armes et argent aux réactionnaires afghans. Déjà, en septembre 1981, le président Sadate confirmait que le gouvernement américain achetait en Egypte des armes d'origine

soviétique pour les expédier aux rebelles. Il est également établi qu'une bonne partie des ressources de la guérilla proviennent du trafic de drogue, comme au temps où la CIA aidait les maquis anticommunistes du "Triangle d'or" à écouler leur héroïne.

Autre fiction: le peuple afghan dressé tout entier contre le régime fantoche de Kaboul. Malheureusement pour les impérialistes, la guérilla est une mosaïque de bandes armées, dirigées par des mollahs et des propriétaires fonciers et basées sur des liens tribaux et féodaux. On ne doit donc pas être surpris quand le journaliste français Olivier Roy décrit son expérience avec les moudjahids: "J'ai vu davantage ces combattants à l'oeuvre contre le reste de la population afghane que contre les Russes" (Dissent, été 1981). Trois ans plus tard, Jacques Abouchar s'exprime lui aussi en termes peu amènes: "Moi, j'ai eu affaire à des gens qui m'ont paru plutôt irresponsables, mal organisés, médiocres militairement, obsédés par un islamisme pointilleux, et je me demande si mon reportage aurait été, non seulement favorable, mais acceptable même par les moudjahids" (Antenne 2, 31 octobre). Et par les médias français?

Il ne faut pas oublier non plus qu'il y a en Afghanistan une guerre civile qui a commencé avant l'intervention soviétique et dont l'enjeu est: retour à l'arriération moyenâgeuse et féodale à la Khomeiny ou possibilité pour les peuples de ce pays de bénéficier des acquis les plus élémentaires du XXe siècle. Nous constatons avec satisfaction que depuis 1979 le régime de Kaboul a considérablement renforcé son appareil administratif et que l'armée afghane compte aujourd'hui environ soixante mille soldats.

LES SOVIETIQUES GAGNENT

Mais le mensonge le plus éhonté, c'est l'"enlèvement" de l'Armée rouge. La presse bourgeoise française prend comme argent comptant les tartarinades des groupes rebelles basés au Pakistan, qui s'attribuent presque quotidiennement des opérations ayant fait des centaines de morts parmi les Soviétiques. Le récit d'un journaliste américain en visite à Kaboul, Selig Harrison, est à cet égard édifiant: "Un après-midi, le 9 mars, la police arrêta mon taxi à un carrefour pendant que six chars de l'armée afghane passaient à toute vitesse, en route vers la sortie de la ville. J'appris plus tard qu'une émeute avait éclaté dans un camp de l'armée, à dix kilomètres de la ville, à cause d'un décret prolongeant le service militaire de deux à trois ans. Après avoir quitté Kaboul j'eus la surprise de lire une dépêche d'United Press relatant d'intenses combats dans la capitale afghane ce jour-là, combats liés à une importante attaque rebelle contre la ville" ("Les Soviétiques gagnent en Afghanistan", Washington Post, 24 septembre).

Oui, les Soviétiques gagnent! Le "commandant Massoud", que la presse française tient pour le plus compétent et le moins folklorique de tous les seigneurs de la guerre afghans, le reconnaît lui-même: "Les Soviétiques, en 1984, ont considérablement augmenté leurs effectifs en Afghanistan. Cependant, les forces des moudjahids et l'aide qui leur est fournie sont restées à leur niveau d'autrefois, c'est-à-dire à un niveau très bas. N'en déplaise à dieu, si

Suite page 6

Le renégat Mandel et la "démocratie pure" au Nicaragua

6 novembre -- Les sandinistes ont donc remporté un succès dans les élections nicaraguayennes: Daniel Ortega a été élu à la présidence et, en dépit des consignes d'abstention de l'"opposition" contre-révolutionnaire, la participation a été massive.

Mais il s'agit de révolution contre-révolution en Amérique centrale. Pendant que la bourgeoisie nicaraguayenne mine de l'intérieur le pays, les mercenaires *contras* de la CIA multiplient les raids terroristes depuis leurs tanières du Honduras et du Costa-Rica. Chaque jour, se précise davantage la menace d'une intervention militaire directe de l'impérialisme US. Minages des ports nicaraguayens, navires de guerre croisant le long des côtes, le Honduras transformé en une gigantesque base militaire US -- tout est prêt pour que Reagan tienne sa sanglante promesse de guerre "froide" de "ne pas permettre au Nicaragua de rester un sanctuaire communiste". Les sandinistes ne sont certes ni les communistes ni les agents de Moscou dénoncés par Reagan. Ce sont des nationalistes radicaux qui, depuis qu'ils ont renversé la dictature de Somoza, cherchent à vivre avec la bourgeoisie "patriote", prônant "économie mixte", "pluralisme" et "non-alignement". Mais pour un Reagan, toutes les révolutions sont communistes et il faut les abattre.

Les sandinistes comptent sur leurs élections pour relancer le soutien auprès des sociaux-démocrates européens et des Etats bourgeois de la région. Cependant, la "solidarité" des faux "amis" bourgeois ne suffit pas à défendre le Nicaragua de l'impérialisme yankee. L'avenir de la révolution est en jeu. Il faut, d'une façon urgente, des mesures résolues: *complétez la révolution en écrasant la cinquième colonne capitaliste à l'intérieur même du Nicaragua, étendez la lutte révolutionnaire à toute l'Amérique centrale!*

A BAS LA CONTRE-REVOLUTION "DEMOCRATIQUE"!

Le Secrétariat unifié (SU) pseudo-trotskyiste d'Ernest Mandel et sa section française, la LCR, appellent aussi à la solidarité avec le Nicaragua, mais en lui donnant un sens particulier: "Soutenir la révolution nicaraguayenne, c'est d'abord entreprendre un vaste effort d'information sur la réalité de ce pays, en réponse aux campagnes calomniatrices qui l'assimilent à un 'goulag tropical'" (Supplément à Rouge n° 1132, 26 octobre).

Dans la bouche des sociaux-démocrates et des bourgeois "éclairés" que les dirigeants du SU cherchent à amadouer, "goulag" ne signifie nullement les crimes contre-révolutionnaires du stalinisme, mais simplement l'expropriation de la bourgeoisie! Ces pseudo-trotskyistes veulent les rassurer: la "voie intermédiaire" empruntée par les sandinistes ne mène pas au "goulag". Et de se transformer en propagandistes de la "démocratie" pour vanter l'"économie mixte", le "pluralisme", les élections à l'assemblée constituante, les six millions de cordobas (environ six millions de francs) offerts par le régime sandiniste à tout parti, y compris bourgeois, en campagne, etc.

Mais ces élections n'ont été qu'une tribune donnée à la contre-révolution: "De l'avis général des observateurs, la campagne a cependant été mise à profit par les adversaires des sandinistes pour dénoncer les pénuries dont souffre la population, ainsi que l'instauration du service militaire obligatoire, mal ressentie dans le pays, et pour demander le départ des 'internationalistes' étrangers venus de pays de l'Est comme de



28 septembre -- le ministre des affaires étrangères nicaraguayen (à droite) à la conférence CEE-Amérique centrale. Les impérialistes de la CEE et les "modérés" de Contadora cherchent à désarmer le Nicaragua par des pressions économiques.

l'Ouest pour 'soutenir la révolution' (Marcel Niedergang, *le Monde*, 31 octobre). Aussi, les contre-révolutionnaires de la Coordination "démocratique" ont-ils marchandé leur participation aux élections (dont les sandinistes avaient besoin afin de rassurer leurs "amis" sociaux-démocrates et libéraux) pour exiger un "dialogue" avec les tueurs sanguinaires de la FDN, composée principalement des anciens de la garde somoziste!

Depuis que le FSLN a consolidé son pouvoir, "élections libres" et "assemblée constituante" sont devenues le leitmotiv pour couvrir, soit une agression militaire américaine, soit une contre-révolution "démocratique" (pour la social-démocratie européenne). Cheysson vient ainsi de révéler à *Libération* (1er octobre) que c'est sous la pression de la France que le FSLN a décidé d'organiser ces élections et même de les avancer de 1985 à 1984. Toute la politique de Mitterrand vise à empêcher l'expropriation de la bourgeoisie -- la création d'un "nouveau Cuba", comme il dit.

Quand un éditorial du *Monde* (6 novembre) conseille que "les démocrates du monde entier -- les Américains, les Européens... -- maintiennent leur pression pour que le dérapage ne s'accroisse pas à Managua", il s'agit d'un véritable chantage économique et d'une tentative de briser la révolution en Amérique centrale.

Ce que confirment clairement les propositions du groupe de Contadora, un rassemblement de régimes bourgeois "modérés" qui craignent la "contagion" révolutionnaire dans la région et cherchent à la mater. Début septembre, ils ont présenté leur projet d'un traité de "paix" qui exigerait du Nicaragua d'accorder une amnistie aux *contras*, tenir des élections sous contrôle international, arrêter toute aide aux insurgés salvadoriens, renvoyer les conseillers militaires cubains et soviétiques et permettre à une "commission indépendante" le droit de décider quelle puissance militaire il pourra avoir pour sa défense! Tout cela, les dirigeants du SU n'ont même pas l'excuse de l'ignorer. Le dirigeant de la LCR Bensaïd écrivait ainsi (mais c'était il y a cinq ans): "L'exigence de convocation de la Consti-

tuante et d'élections libres peut être dans ces conditions l'axe de campagne privilégié d'une bourgeoisie soucieuse de reconstruire le terrain parlementaire sur lequel pourraient prendre vie les partis politiques qui lui font aujourd'hui défaut. Il peut s'agir des premiers préparatifs de la contre-révolution démocratique" (*Critique communiste*, n°29, 1979). Bensaïd citait avec approbation la dissolution par les bolchéviks de l'assemblée constituante en 1918, parce qu'il voyait dans le FSLN des bolchéviks nicaraguayens et dans les Comités de défense sandinistes des soviets! Il n'en est rien. La junte petite-bourgeoise essaie de maintenir un rôle d'arbitre bonapartiste au-dessus des classes, cherchant une collaboration politique avec une partie de la bourgeoisie et s'opposant à toute tentative d'organiser le prolétariat de façon indépendante contre ses exploités.

Ayant liquidé la lutte pour un parti trotskyste au Nicaragua pour s'accrocher aux basques des sandinistes petits-bourgeois, les dirigeants du SU se sont reconvertis en avocats pour cette "troisième voie" chimérique. Ceci représente pour les pseudo-trotskyistes aussi l'avantage d'accorder leurs violons avec la campagne des sociaux-démocrates pour la contre-révolution "démocratique".

Aujourd'hui Bensaïd explique que "Lénine et Trotsky ont pu faire de nécessité vertu" en dissolvant l'assemblée constituante, parce qu'"il n'y avait ni projet conscient, ni projet de définition institutionnelle des problèmes de la transition à leur époque. Aujourd'hui, l'expérience a apporté quelque lumière sur ces questions" (*Critique communiste*, n° 32, 1984).

Quelle expérience? La revendication de Solidarnosc, syndicat-maison de l'impérialisme, pour des "élections libres" comme véhicule pour une prise du pouvoir par des forces clérical-nationalistes de la contre-révolution capitaliste! Bensaïd cherche à faire disparaître cette "dynamique" restauracionniste: "Une fois la propriété privée des moyens de production abolie, une forme de représentation de type parlementaire peut remplir une fonction positive" (*Ibid.*) C'est exactement ce que pensait un autre adorateur de la "démocratie pure":

le renégat Kautsky. A cette conception social-démocrate, Lénine opposait que "les soviets de députés ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire". Avec leur "distance critique" à l'égard de Lénine et Trotsky, les dirigeants du SU sont en train de rallier le cri de guerre des "socialistes" jaunes qui menaient leur campagne anti-communiste contre la Russie soviétique au nom de la défense de la Constituante. Et depuis, de l'Allemagne de 1919 au Nicaragua, en passant par le Portugal de 1975, la Deuxième Internationale a joué un rôle contre-révolutionnaire au nom de la "démocratie" parlementaire.

Le soutien à Solidarnosc a rangé Mandel et Cie aux côtés des impérialistes contre la défense des Etats ouvriers déformés et dégénéré du bloc soviétique. Qu'ils finissent aujourd'hui par faire leur les critiques anticommunistes du "totalitarisme bolchévique" n'est en définitive qu'une mise en harmonie de leur théorie avec leur pratique. Sous couvert de "solidarité avec le Nicaragua", ils se retrouvent la caution de gauche de la politique "démocratique" de Mitterrand pour refouler le communisme en Amérique centrale!

ECRASEZ LA CINQUIEME COLONNE CAPITALISTE!

Le noeud coulant se resserre autour du Nicaragua sandiniste. Près d'un demi-milliard de dollars en prêts lui ont été retirés par les USA; des centaines de millions de dollars de dégâts lui ont été occasionnés par le sabotage des *contras*; des importations vitales ont été bloquées pendant des mois à cause du minage des ports par la CIA, et maintenant le Nicaragua dépend presque totalement de l'Union soviétique pour le pétrole suite aux pressions américaines sur le Mexique et le Venezuela.

Le pays est confronté à la ruine économique; la pénurie se répand. Malgré tout, plus de la moitié de l'industrie, du commerce et de l'agriculture reste encore entre les mains de capitalistes privés. La réforme agraire reste limitée aux terres prises à Somoza, et les ouvriers subissent depuis 1979 un blocage des salaires. La défense du FSLN de l'"économie mixte", tout comme sa politique étrangère "non alignée" et son "pluralisme" politique pour les partis bourgeois, deviennent de plus en plus des armes dans les mains de la contre-révolution. C'est même le FSLN qui, par son alliance avec la bourgeoisie "patriotique" et l'Eglise (à laquelle il a fait, par exemple, la concession de ne pas légaliser l'avortement), leur a donné leur puissance politique. Qu'étaient Robelo et Pastora avant de devenir chefs des *contras*? Le premier, membre de la "junte de reconstruction nationale". Le deuxième, chef des milices sandinistes. La cinquième colonne capitaliste est aussi dangereuse que les terroristes *contras*. Pour défendre la révolution qui a renversé la dictature sanglante de Somoza, il est urgent de la compléter par l'expropriation de la bourgeoisie en tant que classe. Un parti trotskyste appellerait les masses à se mobiliser -- au travers des syndicats, milices, comités de quartier, etc. et, au cours de la mobilisation, devraient se débarrasser du contrôle bureaucratique sandiniste et devenir de véritables organes de double pouvoir, des soviets -- pas seulement pour "surveiller" la bourgeoisie, mais pour l'exproprier dans sa totalité. La catastrophe est imminente, plus que jamais il faut lutter pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Suite page 6

Thatcher ...

Suite de la page 8

franc enthousiasme, quand ce n'est pas l'hilarité. Même les journaux bourgeois "respectables" ont surtout insisté sur l'incompétence des services de sécurité et non, sur le fait que la dame de fer et ses mignons ont failli partir en fumée.

Neil Kinnock, leader du Parti travailliste, a, comme on pouvait s'y attendre, exprimé sa compassion à la détestée Thatcher, la félicitant même pour sa détermination à "continuer". Mais dans les usines et les mines, c'était tout autre. Dans une usine automobile de la région de Birmingham, des applaudissements ont éclaté spontanément lorsqu'on a appris que l'homme de main de Thatcher, le secrétaire d'Etat à l'industrie, Norman Tebbit, était parmi les blessés. Un des ouvriers déclara que les flics auraient du mal à arrêter le coupable, car il y avait cinquante millions de suspects! Dans les communautés minières, la blague qui circule c'est qu'on devrait fusiller celui qui a commis l'attentat... pour avoir raté sa cible. On a même vu des élus municipaux travaillistes refuser de condamner l'IRA. A Camden, North London, on a pu entendre quelqu'un dire: "Je ne considère pas que la cible de l'attentat, Margaret Thatcher, soit en aucun cas une victime innocente" (Standard [Londres], 18 octobre). C'est absolument vrai. Le régime de Thatcher est en train de chasser les combattants anti-apartheid du consulat britannique de Durban pour les livrer aux chambres de torture de son alliée antisoviétique, l'Afrique du Sud de Botha.

Ce sanguinaire gouvernement tory a laissé mourir les grévistes de la faim irlandaise, brutalisé la jeunesse noire et asiatique de Brixton à Birmingham, massacré avec plaisir des centaines de marins argentins du *Belgrano*, réduit systématiquement à la misère des millions de gens de sa propre population par le chômage massif, la terreur policière brutale contre les mineurs et leurs familles, et ce gouvernement a en ce moment de gros ennuis. Ce que l'explosion de l'IRA a mis en lumière, c'est le produit de sept mois de lutttes de classes.

L'héroïque grève des mineurs a provoqué une crise sociale et politique du capitalisme qui a approfondi et aiguisé la crise économique chronique. Quand, par exemple, après avoir ignoré pendant trois semaines un vote à 82% en faveur de la grève, le NACODS, syndicat des contre-maîtres des mines, a finalement annoncé une date pour l'arrêt de travail, la bourse a dégringolé de trente points, sa plus grande chute de l'histoire. Le 1er octobre, la Bank of England a été obligée d'organiser une aide massive de plus de 300 millions de livres sterling pour sauver la Johnson Matthey Bank dont la banqueroute aurait jeté la City dans un chaos indicible. (Il est clair que les mines "non rentables" sont une chose et que les banques "non rentables" en sont une autre!) Le journal tory *l'Economist*, qui pendant des mois a demandé à Thatcher d'infliger une défaite cuisante aux mineurs, est maintenant très pessimiste sur les chances d'une franche victoire du gouvernement et se préoccupe de ce que deviendra

"Thatcher après Scargill". Même l'Eglise d'Angleterre, pilier central de l'establishment conservateur, souvent surnommé "le Parti tory en prière", a ouvertement attaqué la façon dont le gouvernement se comportait dans la grève.

Des secteurs importants de la bourgeoisie britannique sont aujourd'hui préoccupés; pas simplement par la possibilité de victoire des mineurs, mais par la perspective de dommages irréparables causés à la fibre sociale de la société britannique et à ses institutions centenaires destinées à atténuer les explosions révolutionnaires. La police, les tribunaux, le gouvernement élu ne sont plus respectés et sont même méprisés par des millions d'Anglais. Au congrès, même les délégués du Parti tory ont trouvé que Thatcher allait un peu trop loin dans son arrogance dans le genre "Qu'ils mangent de la brioche" vis-à-vis des cinq millions de chômeurs permanents. Ce gouvernement peut être vaincu et le système capitaliste qui est derrière peut être détruit. On ne délogera pas la bourgeoisie britannique et son appareil de répression avec quelques attentats à la bombe, mais en faisant éclater le système capitaliste britannique de l'intérieur par une lutte de classe révolutionnaire. La crise sociale si aiguë dans ce pays ne peut se résoudre en faveur de la classe ouvrière que par une révolution socialiste, ce que ses dirigeants traitent cherchent à tout prix à étouffer.

Il y a eu plus de 8000 arrestations parmi les mineurs; deux d'entre eux ont été assassinés alors qu'ils se trouvaient dans des piquets de grève, et des milliers d'autres blessés. Leurs familles sont sans ressources. Et maintenant leur syndicat, le National Union of Mineworkers (NUM), est accablé d'amendes infligées par les tribunaux, de séquestrations de fonds et il y a même la possibilité d'emprisonnement pour ses dirigeants. Tout indique que l'hiver sera amer,

une grave crise de direction dans le mouvement ouvrier. Littéralement des millions d'ouvriers veulent soutenir les mineurs et battre les briseurs de grève, et pourtant les dirigeants réformistes du Parti travailliste et du TUC craignent et haïssent la perspective d'une confrontation de toute la classe avec l'Etat capitaliste, confrontation qui poserait la question de *quelle classe va être au pouvoir?* C'est pourquoi ils sont prêts, non seulement à sauver la peau de Thatcher, mais à isoler et saboter la lutte des mineurs. Halte à cette trahison! Les mineurs ne doivent pas rester seuls! Tous en grève avec les mineurs pour gagner!

POLARISATION DU MOUVEMENT OUVRIER

Il y a un an, il était mis au pilori et apparemment isolé par la bureaucratie du TUC pour son opposition ouverte aux fauteurs de guerre froide Thatcher et Reagan, ainsi qu'à leur rejeton contre-révolutionnaire Solidarnosc: Aujourd'hui, Arthur Scargill est devenu sans conteste le personnage le plus populaire du mouvement ouvrier britannique. Ce qui ressortait très clairement au congrès du Parti travailliste, au début de ce mois, c'est que des forces profondément antagonistes tiraillent et déchirent le parti. D'un côté, il y a les parlementaristes qui rampent lâchement devant Thatcher et de l'autre ceux qui veulent un combat de classe pour couler la dame de fer. Kinnock lui-même a posé le problème dans son discours: faut-il changer de gouvernement par la voie des urnes ou en défiant les lois tories? Lui n'est évidemment que pour la première proposition, ce qui, traduit en clair, signifie s'incliner devant la terreur policière et le passage de syndicats par Thatcher et s'abaisser à condamner la "violence" des mineurs en grève.



21 août, dans le Yorkshire -- Les piquets de grève affrontent les flics.

rude et froid. De nouvelles négociations à l'instigation du NACODS ont de nouveau été rompues. Le président du NUM, Arthur Scargill, accuse le Coal Board [la direction des charbonnages] de vouloir détruire le syndicat, et Thatcher de forcer son homme de main Ian MacGregor à se conformer à la ligne de non-compromis. Tout le monde, excepté les prévisions gouvernementales, affirme qu'en décembre le stock de charbon des centrales électriques sera dangereusement bas. Il y aurait déjà eu des coupures de courant sélectives au nord-est de l'Angleterre, visant rageusement des écoles, hôpitaux et foyers de vieillards. La confrontation, attendue depuis longtemps et qui doit se produire quand ils vont sortir le charbon qui se trouve encore sur le carreau des mines, se profile à l'horizon et Thatcher n'hésitera pas à envoyer l'armée.

Et pourtant, malgré toutes les belles envolées et les promesses creuses de soutien faites au dernier congrès du Trade Union Congress (TUC) et du Parti travailliste, les mineurs sont toujours tout seuls sur les piquets de grève. Et si cela se passe comme le veulent les dirigeants ouvriers traîtres, ils le resteront tout l'hiver. Il y a aujourd'hui

et antisyndicaux des réactionnaires tories. Kinnock en a vu de toutes les couleurs dès le premier jour du congrès. Malgré son opposition à peine voilée, le congrès votait des résolutions soutenant les mineurs et protestant contre les violences policières. Une autre motion soutenant les conseils municipaux travaillistes pour leur non-respect des limites budgétaires décidées par le gouvernement a été votée. Ensuite, Scargill a été chaleureusement applaudi.

Pourtant, à la fin, les gauches ont sauvé la peau de Kinnock. Pas plus que lui, elles ne veulent d'une confrontation frontale avec Thatcher. Les résolutions qui engageaient le mouvement ouvrier à des actions concrètes -- ne serait-ce que la timide proposition d'une journée d'action de 24 heures -- ont été hâtivement passées sous la table. La liste de cauchemar Kinnock-Hattersley a été réélue à l'unanimité. Pour maintenir l'"unité" avec les briseurs de grèves, les mouchards et les fans de la CIA de la droite du Parti travailliste, les "gauches" sont prêtes à trahir les millions d'ouvriers et d'opprimés qui veulent se battre avec les mineurs *maintenant*. Tony Benn, le leader des "gauches", a eu le culot de défendre le refus d'attaquer Kinnock: "Rien ne ferait plus plaisir au gouvernement que de savoir que nous nous battons entre nous." Bien au contraire: la crise actuelle a montré qu'il est plus que jamais nécessaire de scissionner le Parti travailliste, que la base ouvrière rompe avec ses dirigeants pro-capitalistes pour forger un parti ouvrier révolutionnaire reconnu.

Même Scargill, qui émerge largement au-dessus de tous les autres "gauches" du Parti travailliste ou des syndicats, est incapable de fournir un programme pour unir la classe ouvrière dans la lutte contre Thatcher. Il limite la lutte à un conflit industriel étroit, et tout ce qu'il propose c'est un projet réformiste pour requinquer l'industrie britannique par un contrôle protectionniste des importations et une resucée du "plan charbon" de Wilson-Callaghan à faire appliquer par un futur gouvernement travailliste. Et donc Scargill pas plus que les autres n'a posé d'alternative directe à la direction de Kinnock et sa trahison électoraliste.

Le Parti communiste britannique, qui a une large influence parmi les mineurs dans le Kent et le Pays de Galles ainsi qu'en Ecosse ou un de ses membres, Mick McGahey, règne en tant que vice-président du NUM, a en fait bloqué toutes les initiatives nécessaires pour gagner cette grève. C'est McGahey qui a fait ce marché pourri pour continuer à alimenter en charbon les aciéries de Ravenscraig. Etant donné son réformisme "travailliste" étroit, le PC est incapable de diriger ce combat qui -- c'est tellement évident -- pourrait renverser Thatcher et ébranler dans ses fondations le capitalisme britannique.

Arthur Scargill a été traqué tant par la presse bourgeoise que par les partisans de la guerre froide dans le Parti travailliste, parce qu'il a carrément dénoncé Solidarnosc, le seul "syndicat" qu'aimait Thatcher et Reagan. Le PC est resté sur la touche et l'a laissé prendre les coups. Le jaune Walesa a montré clairement de quel côté il était dans un message à une délégation du "National Working Miners Committee" -- des jaunes qui sont venus chercher son soutien en Pologne: "J'ai beaucoup de sympathie pour votre mouvement. Mes salutations aux mineurs britanniques qui luttent pour la démocratie dans leur syndicat" (Daily Mail [Londres], 9 octobre). De leur côté, les staliniens britanniques n'ont rien fait pour arrêter le charbon jaune de Pologne, alors que cela donnerait un coup de fouet fantastique à la grève et aiderait les mineurs à voir que leur intérêt direct est de défendre les Etats ouvriers déformés du bloc soviétique. Une opposition révolutionnaire à la bureaucratie stalinienne polonaise développerait une mobilisation en soutien à la revendication tout à fait légitime du NUM que

Suite page 6

WORKERS HAMMER

Break the strikebreakers

Lark's bull not Julius Kinnock
Strike now

ANCIENNEMENT
SPARTACIST BRITAIN

30 F pour 10 numéros

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

Thatcher...

Suite de la page 5

cessent immédiatement ces livraisons de charbon qui brisent la grève!

IL FAUT QUE TOUT LE PAYS S'ARRETE!

Par deux fois déjà, avec les deux grèves nationales des dockers, le pays a été au bord de la grève générale -- une grève générale qui aurait pu avoir lieu si les dirigeants "gauches" des syndicats des chemins de fer et des transports avaient respecté sérieusement leur engagement de solidarité et rejoint les mineurs dans une grève totale. Les deux fois, les dirigeants des dockers et le TUC ont manigancé une trahison, et la deuxième fois d'une façon particulièrement répugnante. Ce qu'il faut, c'est revenir sur les accords trahis et que tous les syndicats qui prétendent soutenir le NUM se mettent en grève avec les mineurs. C'est ce qui mène à la grève générale dont on a tellement besoin pour forcer le gouvernement tory à s'incliner. Les contremaîtres doivent cesser d'être équivoques et se lancer dans la bataille. Il faut organiser des escouades syndicales d'autodéfense pour repousser la terreur des briseurs de grèves, flics et jaunes.

Les mineurs doivent faire appel à d'autres syndicats pour faire grève avec eux contre les licenciements; ils doivent avancer des revendications contre les dénationalisations et pour une augmentation de salaire substantielle avec une protection contre la vie chère. Une telle lutte pour des emplois non seulement gagnerait le soutien de millions de chômeurs mais pourrait aussi miner la capacité de l'armée à briser les grèves. Cette armée a en effet dans ses rangs beaucoup de jeunes gars de la classe ouvrière qui y vont poussés par le chômage. Les militants des autres syndicats en grève, les femmes organisées en comités de soutien, les chômeurs et les minorités organisées doivent être regroupés dans des comités de grève centraux qui pourraient jeter les bases d'organes de pouvoir alternatif à l'Etat capitaliste briseur de grève.

La victoire des mineurs ne mettra pas seulement la dame de fer sur les genoux, elle ouvrira la voie pour en finir avec le système de classe dont elle incarne si bien la sauvagerie et l'horreur. Lorsque le capitalisme britannique décrépi essaie de se refaire une santé avec le sang de ses ouvriers, il réveille le spectre de la misère des masses sur laquelle il s'est élevé à la domination impérialiste. Un tragique incident récent donne une idée de ce que veut dire Thatcher lorsqu'elle parle de revenir "aux valeurs victoriennes": le fils d'un mineur en grève, âgé de quatorze ans, a été tué alors qu'il fouillait dans un terril pour trouver du charbon afin de chauffer sa famille. Le gouvernement a refusé à la famille les allocations de funérailles, auxquelles elle avait droit, pour la punir de soutenir la grève.

Si les sacrifices sont tels, si le soutien à la grève est si grand, c'est parce qu'il est reconnu que de son dénouement dépend le sort des syndicats, de communautés entières et de la vie et de la sécurité de toutes les familles ouvrières et des minorités ethniques. Ce pays est une poudrière de contradictions sociales. Il n'y a qu'une solution pour les ouvriers et les opprimés de Grande-Bretagne: la lutte pour un gouvernement ouvrier qui exproprie les profiteurs et les fauteurs de guerre et qui établit une économie planifiée capable de faire de ce pays un endroit où l'on peut vivre décemment. La clé de tout cela, c'est le combat pour une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier qui s'engage sans compromis à une lutte de classe contre le capitalisme. C'est seulement à ce moment-là que nous pourrions venger les innombrables crimes commis par cette classe dominante qui a vécu plus que son temps. C'est pourquoi nous disons: les mineurs ne doivent pas rester seuls! Mettez-vous en grève avec les mineurs! Faites plier la dame de fer!

-- Traduit de *Workers Vanguard* n° 365

Nicaragua...

Suite de la page 4

Pour cela, il faut absolument un parti communiste, léniniste-trotskyiste, et non les petits-bourgeois nationalistes sandinistes vacillants, dont le programme de conciliation avec l'ennemi de classe a, à plusieurs reprises, abouti à l'échec.

Pour le SU, le régime sandiniste est déjà un "gouvernement ouvrier et paysan". Qu'il manque les organes de pouvoir prolétarien et que l'économie reste dominée par la bourgeoisie, ce sont des "détails". Dans une polémique contre la Fraction trotskyste du SAP/PSO (section suisse du SU), bureaucratiquement exclue et qui a aujourd'hui rejoint la tendance spartaciste internationale, la direction mandélienne excuse dans un bulletin intérieur le FSLN: "Il a fallu près d'un an avant que, sous la pression de la guerre civile, des mesures d'expropriation radicale soient prises par les bolchéviks dans l'industrie." Certes, avec la prise du pouvoir, la classe ouvrière ne s'empare pas nécessairement immédiatement de tous les moyens de production, mais au moins de ceux qui revêtent un caractère social. Les autres expropriations relèvent de mesures administratives, à portée politique, pour affaiblir la base matérielle de l'ennemi de classe. Et la tâche consciente de la dictature du prolétariat est précisément de collectiviser tous les moyens de production afin de permettre au prolétariat d'exercer effectivement sa domination de classe. En quoi peut-on oser comparer Lénine dont les premiers mots devant le congrès des soviets après la victoire de l'insurrection d'Octobre furent "Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste" et Tomas Borge qui, juste au lendemain de la chute de Somoza, déclara: "La propriété privée sera respectée"? Le premier jour de son existence, le gouvernement ouvrier russe abolit totalement la propriété privée du sol, alors que la réforme agraire sandiniste fut même moins étendue que la pseudo-réforme agraire faite par la junte salvadorienne en 1979! Après cinq ans d'existence, le Nicaragua a toujours son économie dominée par des propriétaires privés; en quelques mois, cette question était réglée en Russie. Mais c'était la guerre civile, rétorquent nos contradicteurs. Et au Nicaragua alors?! Mais il faut avoir le cerveau déjà bien ravagé par le social-démocratisme pour imaginer que la classe ouvrière établira, puis conservera son pouvoir sans une résistance féroce de la bourgeoisie que nous aurons à écraser!

Mais si les Mandel et Krivine se font les propagandistes de l'"économie mixte" et du "pluralisme" au Nicaragua, c'est parce qu'ils en approuvent le fondement social-démocrate; l'alliance avec la bourgeoisie. La résolution du CEI du SU de 1981 affirme ainsi: "Dans un pays à régime dictatorial et retardé comme le Nicaragua, si la transcendance de la révolution en révolution socialiste est la condition de la victoire définitive, il n'en découle pas que le démarrage de cette révolution implique le rejet de tout accord tactique entre des secteurs bourgeois et des forces prolétariennes sur des revendications démocratiques concrètes et des actions réelles" (*Inprecor* n°105, 6 juillet 1981). Cette déclaration tortueuse en rappelle une autre parlant d'"admissibilité d'actions communes avec cette bourgeoisie, pour un temps déterminé et dans des conditions déterminées". Cette dernière a été faite en 1927 par Staline à propos de la Chine (Cf. *La question chinoise dans l'Internationale communiste*). On le sait, l'adoption par le Comintern de la politique menchévique de "révolution par étapes" conduisit la révolution chinoise à l'écrasement. Le SU n'est heureusement à la tête d'aucune révolution, mais ce qu'il nous sert ici est la même trahison. La déclaration de Barnes, dirigeant du SWP américain (qui a un pied dans le SU et l'autre dehors), reniant ouvertement la révolution permanente de Trotsky permit au professeur Mandel de se livrer à une savante polémique.

Mais tous deux la rejettent également. Avec une différence essentielle: le SWP la rejette pour capituler directement aux castristes, sandinistes et autres "anti-impérialistes", tandis que le SU européen le fait via la social-démocratie.

Une aile du FSLN pourrait bien finir par exproprier toute la bourgeoisie et aller rejoindre Cuba dans le camp soviétique. Le programme du FSLN est un programme nationaliste petit-bourgeois "classique" qui conduit habituellement à l'instauration de nouveaux régimes bonapartistes bourgeois. Comme en Algérie. Mais, contrairement aux plans sandinistes, tout l'appareil d'Etat bourgeois s'est écroulé en 1979 avec la fuite au Honduras de l'armée somoziste, couverte de sang, qui craignait à juste titre la vengeance des masses. Le FSLN n'en a pas pour autant changé ses projets de coexistence avec la bourgeoisie "patriote". Néanmoins, la seule force armée -- source du pouvoir réel -- ce sont les guérillistes petits-bourgeois. Et ce que ne peuvent comprendre tant le SU qu'un groupe étroitement économiste comme LO, c'est qu'une telle force sociale, par essence instable, arrivée au pouvoir du fait de la déliquescence de la bourgeoisie locale et de l'absence de classe ouvrière luttant pour le pouvoir en son nom propre, n'est pas a priori déterminée à défendre telle ou telle forme de propriété, capitaliste ou prolétarienne. Et Tomas Borge a beau déclarer "Nous ne parlons pas de pluralisme politique et d'économie mixte pour faire plaisir aux Américains. Il s'agit de notre programme et nous le maintiendrons quelle que soit la politique de M. Reagan" (*le Monde*, 19-20 décembre 1982), le FSLN pourrait bien être obligé, rien que pour conserver son pouvoir, de suivre le chemin qu'a fait prendre en 1960 Eisenhower aux castristes: exproprier totalement la bourgeoisie -- acquis prolétarien considérable -- et instaurer un Etat ouvrier déformé où, comme en URSS, règne une caste petite-bourgeoise anti-ouvrière et anti-internationaliste. C'est le maximum auquel puissent arriver des forces petites-bourgeoises. Seul un parti trotskyste, armé du programme de la révolution permanente, peut mener les masses opprimées et exploitées à instaurer un gouvernement basé sur la démocratie des soviets et l'internationalisme prolétarien.

FEDERATION SOCIALISTE D'AMERIQUE CENTRALE!

Incapable de tracer la perspective internationaliste d'étendre la révolution à toute l'Amérique centrale, le FSLN multiplie les manœuvres diplomatiques. Le FSLN a même accepté le plan suicide de Contadora! Plus surprenant, le SU applaudit: "Devant les yeux de l'opinion publique mondiale, il fut à nouveau clair que le Nicaragua peut renoncer aux conseillers cubains, que le mouvement de libération salvadorien peut renoncer au soutien du Nicaragua. Mais les dictatures militaires du Salvador, du Honduras et du Guatemala [qui ont refusé de signer ce plan] ne peuvent pas renoncer à l'aide militaire et aux conseillers militaires américains; ils s'écrouleraient immédiatement sous la pression des masses. Seuls les sectaires peuvent caractériser cette 'politique de compromis' du FSLN comme une trahison de la révolution latino-américaine" (Supplément à *Was Tun* du 25/10/1984, journal de la section allemande du SU). L'aveuglement "démocratique" a rarement atteint de tels abîmes! Camarades, croyez-vous vraiment que la preuve (et aux yeux de qui?) que les dictatures d'Amérique centrale sont des fantoches des USA doit se faire au prix de l'écrasement de la révolution au Salvador et au Nicaragua? Le "socialisme dans un seul pays" était généralement considéré par les trotskystes comme une perversion social-chauvine du marxisme; dans le cas d'une république bananière c'est aussi une ineptie, mais dans une situation de guerre, c'est un crime. Quant à notre "sectarisme", c'est le programme léniniste de la révolution socialiste mondiale.

Le SU cherche généralement à faire passer la politique diplomatique du FSLN pour de nécessaires "manœuvres" face à l'impérialisme. Un gouvernement ouvrier peut effectivement conclure des accords commerciaux, diplomatiques et même militaires avec des impérialistes; il peut y compris manœuvrer entre les divers camps impérialistes. A la seule condition que cela n'entrave pas le développement de la révolution. La "paix" de Contadora, fruit des pressions des Mitterrand et autres sociaux-démocrates, est par contre une claire capitulation -- un coup de poignard dans le dos des ouvriers et paysans salvadoriens et un suicide pour le Nicaragua même. Mais admettons un instant que ce soit une manœuvre principale à laquelle le Nicaragua, épuisé, ne pouvait échapper. En quoi faut-il que les révolutionnaires en France ou dans les autres métropoles impérialistes y applaudissent! Comme l'explique Trotsky, "les Soviets ne pouvaient pas ne pas signer la paix de Brest-Litovsk [en 1918], de même que des grévistes à bout de forces ne peuvent pas repousser les conditions les plus dures du patronat; mais l'approbation de ce traité par la social-démocratie allemande, sous la forme hypocrite de l'abstention au vote, fut flétrie par les bolchéviks comme un soutien aux forçats et à leur violence" (*La révolution trahie*). De même que pour les sociaux-démocrates allemands, l'approbation des Krivine et Cie est en fait une capitulation à son propre impérialisme. La tâche de trotskystes en France est en particulier de dénoncer la politique de contre-révolution "démocratique" d'un Mitterrand en Amérique centrale. A la manifestation du 5 juin 1982 lors de la venue de Reagan en France, la LCR n'avait pas un seul mot d'ordre contre Mitterrand. Le cortège de la Ligue trotskyste, lui, défilait derrière les banderoles "A bas la solution politique de Mitterrand!", "Mitterrand/Reagan fauteurs de guerre antisoviétique!", "Défense militaire inconditionnelle de l'URSS!", "L'ennemi principal est dans notre propre pays!" C'est vers notre programme internationaliste que doivent se tourner les militants de la LCR et du SU qui aspirent à être, non la queue de gauche de la social-démocratie, mais des révolutionnaires trotskystes. ■

Abouchar...

Suite de la page 3

les moudjahids n'arrivent pas à faire face à la situation et s'ils ne reçoivent pas plus d'aide, il est possible que nous allions au devant de grandes difficultés" (*Antenne 2*, 31 octobre).

NE CHERCHEZ PAS LES RUSSES!

On comprend sans peine que les Soviétiques et les Afghans en aient assez de voir les preux chevaliers de l'"information libre" pénétrer clandestinement en Afghanistan, en compagnie des bandes armées contre-révolutionnaires et des agents des organisations "humanitaires" comme Médecins sans frontières ou la Guilde du raid, pour apporter leur petite pierre à la campagne de désinformation et de bourrage de crânes des médias impérialistes. A son retour de Kaboul, Abouchar déclarait: "[...] je crois que ce sera désormais très difficile pour un confrère la prochaine fois. Je ne pense pas qu'il sera 'liquidé', comme l'a dit un diplomate soviétique, mais celui qui sera pris restera à l'ombre très longtemps" (*Libération*, 29 octobre).

Les Soviétiques et les Afghans sont en train de gagner et n'ont pas l'intention de se laisser faire. Nous, trotskystes, qui défendons les acquis de la révolution d'Octobre contre la course à la guerre des Reagan et des Mitterrand, qui défendons le progrès social contre les réactionnaires islamiques afghans, ne pouvons que nous en réjouir. Ne cherchez pas les Russes! Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! ■

Racisme ...

Suite de la page 1

permanente d'être expulsés du pays ou d'être livrés à la "chasse aux faciès" de la flicaille. Flics hors des quartiers immigrés!

Les immigrés doivent aussi gagner un salaire égal à celui des autres travailleurs; habiter dans les logements au loyer et au confort comparables à ceux des travailleurs français; avoir droit aux mêmes services sociaux (allocation chômage, sécurité sociale, etc.), avoir toute facilité pour apprendre le français (sans parler d'une scolarisation dans la langue maternelle pour leurs enfants dans les villes à forte concentration immigrée). Voilà la seule "insertion" digne d'être discutée, et c'est évidemment ce que refuse le gouvernement, gestionnaire de la pénurie capitaliste.

Tout cela ne représente que le minimum démocratique; il ne s'agit pas pour nous, trotskystes, de repartager un gâteau rongé par la crise capitaliste, mais de lutter pour l'expropriation de la bourgeoisie par un gouvernement ouvrier, seule issue à la crise.

HALTE A LA TERREUR RACISTE!

La terreur raciste dans les rues fait un bond en avant après chaque escalade gouvernementale dans la répression anti-immigrés. Dans les jours qui ont suivi l'annonce des mesures anti-immigrés, on a vu:

- un commerçant maghrébin, alors qu'il était venu chercher du secours après un accident automobile dont il avait été victime, tiré à coup de fusil par le correspondant local du Front national, près de Perpignan, le 15 octobre.

- un Algérien, Salim Mazari, exécuté le 16 octobre dans le 18e arrondissement de Paris par les bourreaux en képi pour avoir voulu échapper à un contrôle d'identité. L'excuse policière de "légitime défense" est démentie par de nombreux témoins.

- Toumi Djaidja, organisateur de la Marche des Minguettes, frappé de quinze mois de prison ferme pour une série de vols qu'il nie avoir commis. Une chose est claire: Toumi a été jugé pour un autre "crime", celui d'être un "meneur des Minguettes", d'après le réquisitoire du procureur qui visait, derrière lui, "des pseudo-ecclésiastiques ou des paranimateurs".

- comme pendant à cette parodie de justice, le jugement du tribunal de Bergerac, où un certain Jacky Gouze ne reçoit que deux ans pour avoir fracassé le crâne d'un Marocain de quatorze ans et broyé les jambes d'un Algérien.

Dans une France gangrenée par le racisme, la vie d'un immigré ne vaut pas grand-chose; on peut les agresser et même les tuer avec impunité. *Le Monde*, remarquant la tendance des jurys à relâcher les auteurs des actes d'"autodéfense" (en réalité souvent des agressions racistes), a rappelé l'"avertissement" du réactionnaire Peyrefitte: si la peine de mort est abolie, ce seront des exécutions "sauvages" qui vont remplacer celles de l'Etat. Il s'agit d'un infâme chantage. En donnant le feu vert aux contrôles policiers, le gouvernement n'a pas simplement encouragé l'arbitraire policier; il a ouvert les portes à la vague de terreur raciste qui déferle actuellement sur le pays!

Dans une société décente, les meurtriers de Salim Mazari auraient été emprisonnés, vite fait. Mais saint Badinter fait le dos rond devant les mères accablées des victimes des assassinats racistes. Elles ont raison d'évoquer les mères des "disparus" d'Argentine; depuis l'été dernier, les crimes racistes ont presque "disparu" de la presse bourgeoise!

Entre-temps, on discute des limites exactes du "délit de sale gueule" pour les contrôles policiers -- sans jamais mettre en question les lois de 1946 qui autorisent les flics à "vérifier" les papiers de n'importe quel étranger à n'importe quel moment. Dans ses descentes gestapistes dans les quartiers immigrés, la police n'a jamais hésité à piétiner la légalité, fabriquant souvent des faux procès-verbaux après-coup.

Le front populaire adopte une politique de la main tendue aux revanchards de l'opposition bourgeoise réactionnaire et envoie ses CRS matraquer les ouvriers de Citroën -- c'est ça la démocratie bourgeoise. Comme Lénine l'a bien dit: "[...] le parti dominant de la démocratie bourgeoise n'accorde la défense de la minorité qu'à un autre parti bourgeois; tandis que le prolétariat, dans toute question sérieuse, profonde, fondamentale, reçoit en guise de 'protection de la minorité' la loi martiale ou les massacres" (La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, Oeuvres, tome 28).

C'est pourquoi les travailleurs ne peuvent faire confiance à l'Etat bourgeois pour écraser les bandes de terroristes racistes que sont les fascistes, bandes qui sont enhardies par la campagne anti-immigrés du front populaire. Les dirigeants réformistes au pouvoir se retournent toujours contre leur base ouvrière; leur vrai maître n'est plus cette base prolétarienne, mais la Bourse de Paris qui dicte ses ordres à ses "lieutenants ouvriers". Ainsi, Mitterrand prépare la voie à un retour en force de la réaction!

Grâce aux attaques anti-ouvrières et anti-immigrés du gouvernement, les gangsters fascistes se sentent suffisamment forts pour s'attaquer même à une réunion du PS dans le Val-de-Marne le 10 octobre. Il faut des détachements d'autodéfense ouvriers/immigrés pour balayer les fascistes des rues!

APARTHEID "MADE IN FRANCE"

N'importe quelle revendication en défense des immigrés, aussi minime soit-elle, implique un affrontement direct avec le front populaire. C'est pourquoi Convergence 84 s'est dissociée même du slogan vaseux de l'"égalité des droits" pour se rabattre sur le thème "Vivons ensemble avec nos différences". Le pouvoir raciste d'Afrique du Sud entend "vivre" avec les Noirs "différents" -- en les exploitant à outrance. C'est pour ça que les bantoustans existent! Et comme les Noirs américains le savent trop bien, la ségrégation implique toujours l'inégalité... Quant à la volonté affichée par les organisateurs de Convergence de ne pas être "récupérés" par les organisations politiques, elle vise avant tout à s'isoler de la classe ouvrière organisée, la seule force qui a le pouvoir et l'intérêt de lutter efficacement contre la ségrégation raciale -- témoin ce comité de Toulouse qui accepte un chèque de soutien de la CGT mais lui refuse le droit de prendre la parole au rassemblement de Convergence (*Libération*, 5 novembre). La "politique" une fois escamotée, il ne reste plus qu'un prêchi-prêcha

démobilisateur, un moralisme bêlant qui ignore la réalité: c'est la ségrégation sociale des immigrés qui secrète l'idéologie qui les traite en sous-hommes. A la lutte contre l'oppression raciale, on substitue les sermonettes contre le "racisme". Cette attitude représente un obstacle à une vraie lutte antiraciste. Nous sommes en droit de nous demander dans quelle mesure ils ne sont pas tout simplement manipulés par le gouvernement.

Le système capitaliste de production pour le profit, en crise, ne peut que rejeter les minorités raciales dans les ghettos. Dans ce système, ces hommes et ces femmes ne sont qu'une masse de "main d'oeuvre", corvéables à merci et renvoyés chez eux en tant que "bouches inutiles" quand le travail manque.

Un véritable apartheid s'affirme de plus en plus en France. Les cités de transit dans les Hauts-de-Seine, telles que Pont-de-Bezons ou Gutenberg, existent toujours, en dépit des promesses de les supprimer.

etc. "Produisons français" n'est pas simplement utopique et réactionnaire du point de vue économique, mais aboutit à l'union sacrée... avec Gattaz. Et les travailleurs français sont dressés contre ceux d'Allemagne, du Japon et d'ailleurs, et la lutte de classe est jetée à la poubelle!

L'Humanité du 11 octobre trouve "plus que discutabile" l'arrêt du regroupement familial et pense que, "isolé du reste le 'trop d'immigrés' est générateur de racisme". Et donc les municipalités "communistes" pratiquent, tout comme celles du PS, des quotas racistes! Dernier scandale en date: l'exclusion en août des immigrés du camping municipal de Calais. Et l'acte raciste de Vitry (quand le maire PCF s'est attaqué au bulldozer à un foyer où des Maliens venaient d'être reloués, en décembre 1980) ne voulait rien dire d'autre que "trop d'immigrés". Il n'est pas compris dans la liste de "retards historiques" compilés par Marchais!



Les mères des victimes des tueurs racistes crient leur colère. Badinter se terre et se tait.

Ces cités ne peuvent que repousser comme des champignons à cause des quotas ethniques pratiqués par les municipalités et couverts par le gouvernement. Les ministres eux-mêmes sont les coupables. Villeurbanne: Henu poursuivi en justice pour discrimination raciale; Marseille: "Les consignes viennent de Gaston Defferre lui-même" (*Libération*, 11 octobre). Dufoix a tout simplement rebaptisé le tristement célèbre "seuil de tolérance" en "déséquilibre social".

La ségrégation raciale fait des immigrés des parias, permet à la mythologie raciste de se répandre. On va ainsi tout droit vers la guerre raciale (ou, plutôt des pogromes) si la lutte de classes ne balaye pas ce miasme raciste. Il n'y a que sur les lieux de travail que les relations Français/immigrés ne sont pas toujours hostiles et que les intérêts prolétariens communs surmontent de temps en temps les barrières raciales. C'est de là qu'il faut partir.

ROMPRE AVEC LES DIRECTIONS REFORMISTES POUR LUTTER CONTRE L'AUSTERITE

Les appels à l'"unité nationale" et la campagne pour une France "blanche" sont le reflet, à l'intérieur du pays, de la participation française à l'alliance antisoviétique sous direction américaine. Le but est de renforcer l'étouffement de la lutte de classes, dans l'espoir d'unifier la "nation" pour la guerre à l'extérieur et l'austérité à outrance à l'intérieur.

Le rôle du front populaire est d'enchaîner les travailleurs à leur ennemi de classe. Les directions réformistes (la social-démocratie depuis 1914, le PCF stalinisé depuis 1935) servent comme "lieutenants ouvriers" de l'"union sacrée". Tout en répondant au mécontentement de sa base ouvrière, la bureaucratie "eurostalinienne" du PCF, même dans l'"opposition", doit saboter toute véritable riposte à l'offensive anti-ouvrière, car elle accepte la nécessité de renflouer les caisses de "nos" patrons. Ainsi Krasucker approuve l'appel de Gattaz de "donner la priorité au produit français",

Le seul "ghetto" que le PCF cherchait à détruire là-bas était celui où il a été enfermé par le renouveau de guerre froide. Marchais entendait bien démontrer avec Vitry que son "socialisme aux couleurs de la France" était vraiment tricolore. Comment les sociaux-patriotes du PCF pourraient-ils riposter aux super-Vitry actuels du gouvernement Mitterrand, à l'austérité capitaliste, à sa campagne de guerre froide?!

La lutte contre la crise capitaliste, le racisme et la guerre impérialiste exige la construction d'un parti trotskyste internationaliste et multiracial, forgé dans l'opposition au social-chauvinisme. Cela veut dire une lutte contre tous les bureaucrates réformistes traîtres pour construire une direction révolutionnaire dans les syndicats, basée sur un programme pour le pouvoir. Un tel programme a pour axe: Rompez avec le front populaire! Pour une grève générale contre les licenciements et l'austérité du front populaire! Du travail pour tous, partagez le travail disponible entre toutes les mains ouvrières sans réduction de salaire! A bas "Produisons français"! Défense militaire inconditionnelle de l'URSS! Expropriation de l'industrie avec un gouvernement ouvrier et reconstruction de l'économie avec la planification socialiste!

C'est la voie de la révolution d'Octobre, où les bolchéviks ont concrètement montré comment jeter les bases pour une société où l'oppression raciale aura disparu pour toujours. Nous faisons nôtre la déclaration de la Constitution de 1918 de la République soviétique fédérative socialiste de Russie (RSFSR): "En raison de la solidarité des travailleurs de toutes les nations, la RSFSR accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers résidant sur le territoire de la République russe pour y travailler et appartenant à la classe ouvrière, ou aux paysans qui ne vivent pas du travail d'autrui, et reconnaît aux soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers le droit de citoyenneté russe sans autre formalité."

البلشفيك

BOLCHEVIK

عمال من رينو كليو الى طالبو:

لا فواب عام لعمال السيارات

البلشفيك

BOLCHEVIK

يسقط العرب العنصري!

جميع الحقوق الوطنية

للمهاجرين!

N°1 - A BAS LA TERREUR RACISTE! PLEINS DROITS DE CITOYENNETE POUR LES IMMIGRES! N°2 - DES OUVRIERS DE RENAULT-CLEON A TALBOT: POUR UNE GREVE GENERALE DE L'AUTOMOBILE!

(2 F le numéro - port inclus)

Le Bolchévik - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10

Victoire pour les mineurs! Toute l'Angleterre en grève!

Thatcher, ennemie du peuple!

Ce n'était certes pas le grand "boum" de l'action des ouvriers industriels nécessaire pour mener à la victoire la grève des mineurs, mais cela a tout de même secoué le gouvernement tory. L'explosion qui a détruit le Grand Hôtel de Brighton au petit matin du 12 octobre (dernier jour du congrès du Parti conservateur), a bien failli éliminer le gouvernement. On n'a rien vu d'approchant depuis que Guy Fawkes a tenté le coup il y a 380 ans. Dans les heures qui ont suivi, l'IRA provisoire a revendiqué la responsabilité de l'attentat contre "le gouvernement britannique et les bellicistes tories". Le message de l'IRA défiait

ouvertement les tories: "Aujourd'hui, nous n'avons pas eu de chance, mais souvenez-vous en: nous n'avons besoin de chance qu'une seule fois, mais vous il vous en faudra toujours."

La chance, oui c'est à peu près tout ce que Thatcher et Cie avaient pour eux ce matin-là. Tandis que Whitehall, un peu tard, se lançait dans une enquête de sécurité interne ultra-secrète (il y aura certainement bientôt des fuites), les récriminations allaient bon train sur le niveau lamentable de la sécurité à Brighton. Le rédacteur en chef du Times prétendait que onze heures

avant l'explosion il avait pu se promener librement dans le lobby de l'hôtel et dans plusieurs salles sans qu'on vérifie son identité. De plus, on a découvert que le FBI avait signalé quinze heures avant que l'IRA préparait une attaque importante. Et, alors que la presse à scandale "révélaient" à cor et à cri que l'IRA a maintenant accès à des systèmes de minuterie "microminiaturisés" (à peu près du genre de ceux des magnétoscopes), un ministre anonyme s'est plaint de ce que les forces de police stationnées à Brighton ont passé tout leur temps à chercher des mineurs armés de tomates.

Un peu plus d'un an après son écrasante victoire électorale, la clique arrogante de Thatcher est aujourd'hui largement méprisée et isolée. Le facteur "Falklands", qui lui avait permis de rallier les suffrages autour de l'Union Jack, est aujourd'hui en lambeaux. Contrairement à l'hystérie anti-irlandaise qui succéda aux dernières séries d'attentats de l'IRA en Angleterre (comme les périodiques attentats indéfendables tels que celui de Noël à High Street ou les bombes dans les pubs de Birmingham il y a dix ans), les réactions dans la population vont cette fois du haussement d'épaules au

Suite page 5

Action ouvrière internationale contre la terreur raciste en Afrique du Sud!

Le tract reproduit ci-dessous a été distribué à l'usine Renault-Cléon. Depuis, l'armée et la police sud-africaines ont lancé le 23 octobre une énorme opération de "nettoyage" contre trois townships noirs. Au moment où nous allons sous presse, la terreur meurtrière de l'apartheid cherche à briser par le massacre la grève générale appelée par les syndicats noirs dans le Transvaal, le coeur industriel de l'Afrique du Sud. Il est plus que jamais urgent d'organiser des actions ouvrières en solidarité avec les travailleurs noirs aux prises avec l'apartheid.

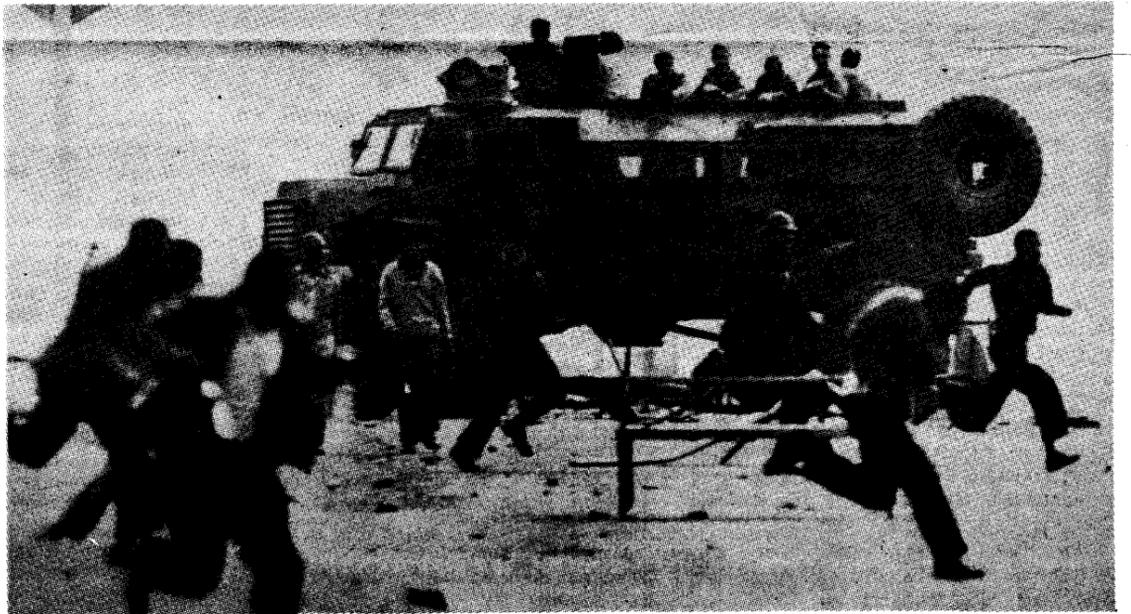
BOYCOTT DU TRAFIC MARCHANDISE AVEC L'AFRIQUE DU SUD!

La presse vient de rapporter que Jerry Kau, syndicaliste noir africain, travailleur au dépôt de pièces détachées de Renault à Johannesburg (Afrique du Sud), a été arrêté, jeté en prison et mis au secret. Exigeons la libération immédiate de Jerry Kau!

Cette arrestation de notre frère noir fait partie de la vague de répression déchaînée par le régime raciste contre la rébellion anti-apartheid qui se développe depuis août.

Après les vaines tentatives de la dictature de dresser les métis et les indiens contre la majorité africaine noire, c'est une véritable révolte qui s'est déclenchée, incluant la classe ouvrière noire stratégique et embrassant la jeunesse étudiante et tous les secteurs de la population non-blanche opprimée. Ainsi, quand 40 000 mineurs du NUM (syndicat des mineurs) sont partis en grève pour des augmentations de salaires, les patrons des mines ont répondu par des larmoyages, les chiens policiers et les balles en caoutchouc, n'hésitant pas comme à Westnoria, près de Johannesburg, à massacrer des mineurs. Malgré ces intimidations, 10 000 continuaient à se battre pour la reconnaissance de leur syndicat, rejoints dans leur lutte par la jeunesse des agglomérations noires pour des baisses du prix des loyers.

Depuis septembre l'armée et la police de l'apartheid ont fait des dizaines et des dizaines de morts.



La répression redoubla alors: soixante morts "officiellement" (le chiffre véritable est malheureusement largement supérieur). Lors de ces protestations, plus de 600 ouvriers furent arrêtés pour avoir participé à des réunions illégales.

Ce régime, allié important des impérialistes dans la guerre froide que mènent ceux-ci contre l'URSS, montre à travers cette répression sanglante qu'il traverse une importante crise économique et sociale.

Dans cette situation de crise, c'est une perspective de classe qui doit guider le prolétariat sud-africain. Contre ceux qui veulent faire des concessions sur les "modérés" et les "rationnels" de la classe dirigeante blanche pour qu'ils réforment l'apartheid, nous expliquons que les tâches démocratiques -- tels l'égalité raciale, l'assemblée constituante révolutionnaire basée sur le principe "un homme, un vote", l'écrasement du système des bantoustans ou la terre pour les masses noires des campagnes -- ne peuvent être obtenues sans une lutte de masse du prolétariat noir. C'est dans cette lutte que surgiront des organes de pouvoir

ouvrier (comités de grève, d'usine, soviets) qui mettront à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. Mais pour mener à bien ces tâches, il faut dès aujourd'hui forger un parti d'avant-garde enraciné dans le prolétariat noir et guidant ses luttes jusqu'à l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan centré sur les Noirs.

En ce moment crucial de crise du régime, la puissance de la classe ouvrière internationale peut jouer un rôle décisif pour affaiblir un peu plus l'Etat de l'apartheid et ouvrir la voie à la libération des masses noires asservies. Les syndicats des transports doivent maintenant boycotter le trafic maritime et aérien à destination ou en provenance d'Afrique du Sud, non seulement l'armement, mais la totalité du trafic. C'est ce qu'ont commencé à faire les marins et les dockers australiens en boycottant au début du mois pendant trois jours le bateau sud-africain *Sasocean Nederburg*.

L'impérialisme français est un des principaux partenaires économiques et militaires de l'Afrique du Sud. De nombreuses sociétés

françaises -- et parmi elles Renault -- sont sur place. Par des actions de masse, y compris des grèves, par l'action ouvrière, nous pouvons et nous devons forcer ces sociétés à reconnaître les syndicats noirs. Et nous ne devons avoir aucune confiance dans les déclarations contre l'apartheid de notre propre impérialisme, comme celles de Cheysson; n'oublions pas qu'il y a deux ans, les paras français instauraient la "paix" au Liban en désarmant les Palestiniens dans le camp de Sabra et Chatila, permettant ainsi leur massacre.

Il faut arracher la libération de Jerry Kau et de tous les syndicalistes et militants emprisonnés; des actions de masse doivent être organisées par nos organisations syndicales.

- Libération immédiate de Jerry Kau et de tous les syndicalistes et militants emprisonnés!
- Action ouvrière internationale contre la terreur raciste en Afrique du Sud!
- Boycott de tout le trafic à destination ou en provenance d'Afrique du Sud!

Ligue trotskyste, le 15 octobre 1984